Groupe BLE Lorraine ***27 septembre 2011***

Comment l'industrie nucléaire achète les élus meusiens

Bure, village de moins de 100 habitants situé à l'extrême Sud de la Meuse, a dernièrement inauguré une salle des fêtes flambant neuve. La commune s'apprête également à lancer la construction d'un hôtel-restaurant de 14 chambres. Ces équipements font en fait partie de l'accompagnement économique d'un territoire qui a accepté d'accueillir les cochonneries nucléaires de la France entière (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/dechets-nucleaires/).

Si certaines organisations, comme le Groupe BLE Lorraine et le Parti Lorrain, continuent de contester le projet, les réticences restent assez faibles, compte tenu des retombées économiques, notamment en termes d'emploi, et de la manne financière que cela représente. Les responsables économiques locaux souhaitent en effet l'installation et le développement d'une filière industrielle centrée autour des métiers du nucléaire. Il faut dire qu'avec l'argent du nucléaire, les « volontaires » ont eu 80 % de subventions pour refaire leurs façades. Tous les ans, chacun a un bon de 35 euros pour fleurir devant sa maison.

Depuis 2005, il existe un pseudo laboratoire souterrain chargé de vérifier la faisabilité du projet (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2011/03/13/laboratoire-et-site-denfouissement-des-dechets-nucleaires-de-bure-en-lorraine-comment-on-nous-roule-dans-la-farine/). C'est seulement après le débat public en 2013 et la décision politique de créer ou non un centre de stockage en 2016, que pourraient commencer les travaux pour un montant, au bas mot, de 15 milliards d'euros (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/10/29/dechets-nucleaires-en-lorraine-la-securite-passera-apres/).

Depuis 2000, les producteurs des futurs déchets nucléaires sont tenus de payer une taxe qu'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) pour la Meuse reversent ensuite à des projets locaux qui y postulent. Ces fonds, qui proviennent à 78 % d'EDF, à 17 % du Comité à l'Energie Atomique (CEA) et à 5 % d'Areva, sont de plus en plus importants. Depuis l'an dernier, ils atteignent 30 millions d'euros par an. Ils permettent de financer la réhabilitation et la construction de locaux d'entreprises, de logements, de routes ou encore récemment d'une unité Alzheimer (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/10/03/les-compensations-de-bure/). Certaines communes deviennent même dangereusement dépendantes des fonds du GIP pour leurs projets, à l'image de Bar-le-Duc, qui finance un tiers de sa nouvelle gare multimodale, la requalification de son centre-ville et son festival Renaissance grâce à ces fonds. L'argent sert également à créer de nouvelles activités ou à en relocaliser d'autres. Par exemple, à Bure, EDF a construit un centre pour ses archives industrielles et une plateforme logistique où seront stockées et réparées toutes les pièces de rechange des centrales nucléaires françaises (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/05/08/edf-investit-dans-la-meuse/). 65 emplois ont été générés par cette opération. Par ailleurs, un projet de gazéification de la biomasse est à l'étude et Areva a créé une zone d'activité, un centre d'archivage et une base logistique. Le site fait actuellement travailler près de 400 personnes. L'Agence Nationale

pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) estime que le centre de stockage devrait employer entre 500 et 800 personnes en permanence durant un siècle.

Néanmoins, il convient de bien comprendre que ces retombées économiques sont artificielles et ne dureront qu'un temps (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/05/17/dechets-nucleaires-la-menace-fantome-se-confirme-en-lorraine/ et http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2009/04/09/la-tentation-des-dechets-radioactifs-se-dissipe-peu-a-peu/#more-484). Elles servent à masquer des choses nettement moins avouables (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2011/06/15/dechets-nucleaires-ou-leternite-empoisonnee/). En outre, la création d'une telle déchèterie radioactive va réduire à néant les atouts du département que sont le tourisme vert et l'agriculture.

Rappelons qu'une pétition lancée il y a deux ans a récolté plus de 40 000 signatures. Aucun pouvoir public n'y prête attention ! Un véritable scandale qui prouve une fois de plus les valeurs de notre démocratie et de la république à la française. Mais que ce soit par adhésion, indifférence ou pragmatisme, les résistances restent timides devant cette manne financière à portée de main. Même une partie de la cinquantaine d'élus qui sont opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs (voir : http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2008/12/05/8-communes-lorraines-acceptent-le-pacte-diabolique-de-landra/, http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/01/24/bonnet-dit-non-a-lenfouissement-des-dechets-nucleaires/ et http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2009/11/03/lorraine-une-motion-contre-les-dechets-nucleaires/) accepte les fonds du GIP !

© Groupe BLE Lorraine - Tous droits réservés